

Faim dans le monde : alerte absolue

Partage international n° 362 - Octobre 2018

par Vijay Prashad

Ce jour-là, les faubourgs d'Ahmedabad, l'ancienne capitale de l'Etat indien du Gujarat, baignaient dans une véritable fournaise. J'avisai un groupe d'hommes et de femmes à un arrêt de bus. C'étaient des travailleurs itinérants : ils faisaient partie des 139 millions de migrants internes recensés officiellement en Inde. Sans doute sont-ils plus nombreux : la seule ville d'Ahmedabad en compte 1,5 million pour une population totale de 6 millions d'habitants. Fuyant les campagnes où règnent les famines, ces hommes et ces femmes cherchent dans les grandes villes des travaux précaires dans la construction, les petits ateliers manufacturiers ou les services domestiques. Pour beaucoup, c'est une lutte quotidienne pour la survie. L'un d'eux, originaire de l'Etat du Bihar, m'a confié : « *La faim résonne sans relâche dans nos têtes.* »

Inégalités et famines

Il est impossible de fermer les yeux sur l'accroissement des inégalités économiques aux quatre coins de la planète. Partout la vulgarité s'étale, les très riches amassant d'immenses fortunes tandis que les pauvres grattent la terre pour ne pas mourir de faim. Mesurant comme tous les ans l'ampleur des inégalités dans le monde, l'ONG britannique *Oxfam* a souligné que, cette année, 42 personnes possédaient autant de richesses que 3,7 milliards de pauvres. Pire encore : en 2017, 82 % de la richesse totale produite dans le monde a été littéralement siphonné par les comptes en banque de 1 % de la population mondiale. Ce problème n'appartient pas à un lointain passé ; il est au contraire bien actuel, et provient directement de la structure du capitalisme : les biens et les services sont produits par l'ensemble de la société, mais les profits sont accaparés par un nombre de plus en plus restreint d'individus.

Le plus intolérable, c'est que cette inégalité croissante n'engendre pas seulement une misère aveuglante, mais aussi une faim endémique. Bien sûr, d'autres facteurs peuvent empêcher les gens d'avoir

accès à la nourriture : la guerre, avec ses bombardements aériens, et le changement climatique, avec ses marées toujours plus hautes. Mais il n'en est que plus urgent de se focaliser sur le problème bien plus large des inégalités et de la misère qui banalisent la faim - ce son obsédant qui vrille la tête des plus démunis...

Les chiffres de la pauvreté devraient faire réfléchir toute personne dotée de sensibilité. Au moins l'Onu et la Banque mondiale sont-ils d'accord sur un point : la moitié de la population du globe - plus de trois milliards de personnes - vivent avec tout au plus deux euros par jour, ce qui est la marque de la grande pauvreté. Et 1,3 milliard d'entre eux doivent se contenter d'un euro par jour au maximum - la marque, cette fois, de l'extrême pauvreté.

Car, en Inde, la faim fait partie intégrante de la vie, et même la Banque mondiale reconnaît qu'elle augmente en même temps que les prix des denrées alimentaires. La seule augmentation des prix de 2010 a précipité 44 millions de personnes dans la misère. Selon L'Unicef, la misère tue chaque jour 22 000 enfants, la plupart de malnutrition ou de famine.

La misère dans les campagnes

La majorité des pauvres vivent en zone rurale, quand ils ne viennent pas grossir les rangs de ceux qui émigrent dans les villes en quête d'un moyen de subsistance. Les emplois et salaires diminuent drastiquement dans les campagnes. Et cela, à cause des grandes entreprises internationales qui monopolisent l'agriculture - depuis les semences jusqu'aux rayons des supermarchés. Ces monopoles - DuPont, Monsanto et Syngenta - contrôlent le marché des semences, tandis que trois autres - ADM, Bunge et Cargill - monopolisent celui des céréales. Quant aux grandes marques de produits alimentaires transformés, elles sont toutes sans exception contrôlées par seulement dix multinationales - Associated British Foods, Coca-Cola, Danone, General Mills, Kellogg's, Mars, Mondelez, Nestlé, PepsiCo et Unilever. Ces sociétés, qui réalisent des profits faramineux, étouffent ceux qui travaillent la terre. Elles forcent les fermiers et les ouvriers agricoles à vendre leurs récoltes à des prix très bas, en même temps qu'elles augmentent le prix des produits finis. Ceux qui vivent à la campagne

et travaillent dans les champs ne reçoivent jamais un salaire qui leur permettrait de manger à leur faim. Dans de telles conditions, on ne s'étonnera pas que 300 000 paysans indiens se soient suicidés depuis 15 ans, et que des millions d'entre eux parcourent les routes et les chemins à la recherche d'un travail.

L'Onu s'est engagée à éliminer la faim dans le monde d'ici 2030, utilisant le slogan *Zéro Faim*. Cette date butoir est importante. Elle accorde une décennie pour réaliser cet objectif. Mais tous les indicateurs pointent dans la direction opposée. Il n'y a tout simplement aucune volonté politique de contraindre les puissances de l'agro-business, ni de baser l'économie sur la justice afin de permettre aux fermiers et travailleurs agricoles de survivre, alors que le capitalisme est en train de transformer la campagne en un véritable cauchemar. L'expression *Zéro Faim* fait écho à *Fome Zero*, l'une des pierres angulaires de la politique de l'ex-président brésilien Lula. Avec l'aide de son *parti des travailleurs* (PT), il a presque entièrement aboli la faim au Brésil et les politiques qu'il a mises en œuvre à cet effet lui ont valu la haine de l'oligarchie et de ses alliés occidentaux.

L'alliance qui a réussi le *coup d'Etat judiciaire* contre le PT tient à présent les rênes du pouvoir et la faim augmente de nouveau. La rhétorique apaisante de l'Onu n'aura aucun effet si rien n'est fait contre le secteur de l'agro-business, et si rien ne s'oppose à la guerre politique globale menée actuellement contre la Gauche (incarnées dans ce cas par l'ex-président Lula).

Deux voies

Deux voies s'ouvrent à présent à l'humanité. L'une mène tout droit à l'annihilation, avec de plus en plus de gens affamés, de plus en plus de gens essayant d'émigrer dans des lieux où ils espèrent pouvoir survivre. La vorace montée en puissance de l'agro-business, l'inertie des Etats qui ne tentent même pas de protéger les fermiers et les travailleurs agricoles, l'inflation du prix des produits alimentaires : autant de facteurs menant inévitablement les paysans à plus de suicides, plus d'émigration, plus de désolation. Et peut-être aussi à davantage d'émeutes de la faim à chaque augmentation des prix alimentaires... Mais ces soulèvements - déjà nombreux, depuis les émeutes du pain en Egypte jusqu'à celles du combustible en Haïti - débouchent rarement sur un résultat positif : en effet, le plus souvent, ils ne sont que le dernier sursaut de désespoir avant que l'Histoire les précipite définitivement dans l'oubli.

La deuxième voie mène au changement. Le mois

dernier, deux grandes manifestations (à l'appel de la gauche) ont déferlé sur New Delhi. Le 4 septembre, les femmes ont exigé emplois et dignité, la fin des violences qui leur sont faites, et la possibilité de manger à leur faim.

Et le 5 septembre a vu déferler les travailleurs industriels et agricoles, ainsi que les fermiers. Ils reprenaient pratiquement les mêmes revendications que les manifestantes de la veille, tout en exigeant que l'Etat régule les prix et réorganise l'agriculture indienne. Agriculteurs et fermiers posaient cette simple question : l'Etat ne devrait-il pas leur fournir des terres, des crédits, et leur garantir de justes prix afin de protéger les travailleurs de la terre contre la destruction irrationnelle de l'agriculture par les entreprises monopolistiques ?

Qu'est-ce qui peut vaincre la faim ? Non point de vains engagements de l'Onu, ni l'accaparement toujours croissant des terres par les monopoles. La charge en revient aux mouvements populaires, dont l'influence politique croissante doit peu à peu faire évoluer les points de vue sur la dénutrition. Car il est de plus en plus évident que la fixation sur l'efficacité et sur les marchés - ces deux mots magiques servant à dissimuler la puissance des monopoles - se fait au détriment des politiques économiques tenant compte des rythmes naturels de l'agriculture, et qu'elle profite aux grands conglomérats, nullement aux affamés.

La faim, *ce son obsédant qui résonne sans relâche dans les têtes des pauvres*, doit être éradiquée. Les êtres qui parviennent à accepter sa présence dans le monde ont perdu leur part d'humanité.

[Cet article est une étude de *Globetrotter* pour le compte de *Independent Media Institute*, et sous licence de *Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0*]

Inde Auteur : Vijay Prashad, collabore à *Independent Media Institute*. Il est aussi rédacteur en chef de *Left Word Books*, directeur de *Tricontinental : Institute for Social Research*, et auteur, entre autres, de *Red Star Over the Third World* (L'Etoile rouge au-dessus du tiers monde) (Left Word 2017) et de *The Death of the Nation and the future of the Arab Revolution* (University of California Press, 2016).

Sources : licence de *Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0*

Thématiques :

Rubrique : [Divers](#) ()